



La Palestine accèdera-t-elle (enfin) à l'ONU ?

Par [Daniel Vanhove](#)

Mondialisation.ca, 29 novembre 2012

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Nations Unies](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)

Aux dernières informations, la Belgique représentée par son ministre des Affaires Étrangères Didier Reynders (MR – parti libéral de droite), serait tentée de s'abstenir lors de l'imminente demande du Président palestinien Mahmoud Abbas de reconnaître l'Etat palestinien comme simple Etat observateur de la prestigieuse organisation internationale. Faut-il s'en étonner ?

Evidemment non ! Et pour tout observateur des arcanes de la participatie belge, c'était même à prévoir... L'on connaît les orientations du MR sur la question israélo-palestinienne où déjà, croyant avoir une position éclairée, Louis Michel alors responsable de la diplomatie belge, n'avait jamais eu d'autre discours que sa niaise et déplorable « équidistance » ! Comme si une équidistance était de mise entre un occupant tout puissant soutenu par l'empire et un occupé spolié chaque jour du peu qui lui reste, voire parqué dans un ghetto comme à Gaza ! Comme si une équidistance était de mise entre un violeur (du Droit international) et un violé ! N'importe quel enfant d'école primaire dirait : ce n'est pas juste ! Seulement voilà : la couardise des uns et le lobbying exercé par d'autres ont tôt fait du sentiment de justice ou d'injustice d'une telle situation. Et le parti de droite MR nous démontre ainsi sa conception de la justice.

L'argumentaire pour justifier son hésitation à l'ONU relèverait presque de la plaisanterie si l'enjeu n'était pas si dramatique : « *La question centrale est la suivante, explique le ministère des Affaires étrangères: l'initiative palestinienne à l'ONU est-elle de nature à ramener Israéliens et Palestiniens à la table des négociations? Elle constitue certainement un fait accompli qui n'est pas le résultat d'une négociation. Elle peut avoir de sérieuses conséquences sur les positions israélienne et américaine, ainsi que pour les finances publiques de l'Autorité Palestinienne* ». Une si soudaine préoccupation des finances de l'Autorité palestinienne arriverait presque à nous émouvoir... et comment donc l'imprudent Président Abbas n'y a-t-il songé !? Heureusement que notre ministre est là pour lui rappeler ! Par ailleurs, en cas de viol avéré, la question « *centrale* » est-elle de savoir si les deux protagonistes seront ramenés autour de la table pour « *négozier* », ou s'il faut intervenir pour que cesse l'agression?... Quelle hypocrisie ! Quelle (mauvaise) blague Mr le ministre, et surtout, quelle mauvaise foi !

Et enfin, votre « équidistance » répétée jusqu'à plus soif, a-t-elle eu pour effet de ramener les deux parties autour de la table ? Bien sûr que non ! Puisque l'occupant n'a aucune volonté de céder quoi que ce soit des prérogatives que la Communauté internationale lui a laissées depuis des décennies. Et qu'il viole régulièrement le Droit international sans que vous ne lui objectiez quoi que ce soit. Vous rendant de facto complice de la situation, par votre silence et votre inaction. Et cela ne vous a jamais ému ni amené à repenser cette

formule absurde et inique dans le cas présent. Vous n'avez tout simplement rien fait qu'attendre passivement, parce que vous n'avez tout simplement jamais eu le courage nécessaire à écrire l'Histoire. Il en est ainsi des gens : certains écrivent l'Histoire par leur clarté de vue et leur courage, d'autres restent définitivement sur le bord de la route, telles les vaches qui regardent passer le train dans lequel elles ne monteront jamais !

Aujourd'hui, face à une décision qui aurait d'ailleurs dû être prise il y a bien longtemps, je vous invite à réfléchir à la chose suivante : le chantage ne s'arrête que lorsqu'on ne s'y soumet plus, qu'on n'y prête plus attention et que l'on trace sa voie en son âme et conscience. Laissez donc l'empire et son Etat croupion vociférer et gesticuler...

Et dans la foulée, je me permets de vous inviter aussi à réfléchir à cette énième incapacité à faire une Europe unie, quand dans le cas présent la France a déclaré qu'elle voterait POUR la demande du Président palestinien... Un gâchis de plus, à votre crédit ?

Daniel Vanhove -

Observateur civil

Auteur

28.11.2012

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Daniel Vanhove](#), Mondialisation.ca, 2012

Articles Par : [Daniel Vanhove](#)

A propos :

Daniel Vanhove, France / Belgique : observateur civil I en Palestine 2001 - 2004. Il est l'auteur de plusieurs livres : co-auteur de "Retour de Palestine", 2002 - Ed. Vista ; "Si vous détruisez nos maisons, vous ne détruirez pas nos âmes", 2004 (Préface de Ilan Halevi - Ed. M. Pietteur) ; co-concepteur du DVD "Au bord de la mort, nous cultivons l'espoir", Témoignages in situ accompagnant le livre, La Démocratie Mensonge, 2008 - Ed. Marco Pietteur - coll. Oser Dire. Administrateur du blog Mouvement Citoyen Palestine (MCP).

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits

d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation.

Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca